

N° 218
DU 22/02/2019

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

et ARRET CIVIL *de défaut*
CONTRADICTOIRE

3^{ème} CHAMBRE CIVILE,
ADMINISTRATIVE ET
COMMERCIALE

AFFAIRE :

NSIA BANQUE -CI

Cabinet KOUASSI Roger et
Associés

C/

1-Monsieur SOW
2-La COFIPA INVESTISSEMENT
BANK dite CIB-CI

Me ALIMAN John

20 JUIN 2019



TROISIEME CHAMBRE CIVILE, ADMINISTRATIVE
ET COMMERCIALE

AUDIENCE DU VENDREDI 22 FEVRIER 2019

La troisième chambre civile et administrative de la Cour d'Appel d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi vingt deux février deux mil dix-neuf à laquelle siégeaient :

Madame **TIENDAGA Gisèle**, Président de
Chambre, Président ;

Monsieur **TOURE Mamadou** et Monsieur
N'DRI Kouadjo Maurice, Conseillers à la Cour,
Membres ;

Avec l'assistance de Maître **N'GORAN Yao
Mathias**, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la
cause ;

ENTRE :

La **NSIA Banque Côte d'Ivoire**, par
abréviation **NSIA Banque CI**, dont le siège social sis
à Abidjan-Plateau 8-10, avenue Joseph ANOMA, 01
1274 Abidjan 01, tél 20 20 07 20, agissant aux
poursuites et diligences de Monsieur Philippe
ATTOBRA, Son directeur Général,

APPELANTE

Représentée et concluant par le cabinet
KOUASSI Roger & Associés, Avocats à la cour, son
conseil ;

D'UNE PART ;

Et : 1-Monsieur SOW Mamadou, né le 24
juillet 1967 à MANKONO, de nationalité ivoirienne,
gérant de la Société **EDIS PRESTATION SARL**,
demeurant
à Abidjan Zone 4 ;

2-LA COFIPA INVESTISSEMENT BANK dite
CIB-CI, Société Anonyme, dont le siège social sis à
Abidjan Plateau, Immeuble Botreau Roussel, 5^e
étage, 01 BP 411 Abidjan 01, tél : 20 30 23 02/20 32
27 09, prise en la personne de son représentant
légal ;

Handwritten signature or mark.

INTIMES

Représentés et concluant par maître
ALIMAN John, Avocat à la cour, son conseil ;

D'AUTRE PART

Sans que les présentes qualités puissent nuire
ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et
intérêts respectifs des parties en cause, mais
au contraire et sous les plus expresses
réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal de première instance
d'Abidjan-Plateau, statuant en la cause, en
matière civile, a rendu l'ordonnance n°**3532**
du 03 novembre 2017, aux qualités de
laquelle, il convient de se reporter ;

Par exploit en date du **05 mars 2018**, la NSIA
Banque Côte d'Ivoire déclare interjeter appel
de l'ordonnance sus-énoncée et a, par le
même exploit assigné monsieur SOW John et
la COFIPA Investissement Bank dite CIB-CI, à
comparaître par devant la Cour de ce siège à
l'audience du vendredi **16 mars 2018**, pour
entendre infirmer ladite ordonnance ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite sur le
Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°**440**
de l'an **2018** ;

Appelé à l'audience sus-indiquée, la cause après
des renvois a été utilement retenue le vendredi
16 novembre 2018, sur les pièces, conclusions
écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les
points de droit résultant des pièces, des
conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre
son arrêt à l'audience du vendredi **11 janvier**
2019, délibéré qui a été rabattu pour production
de l'exploit d'opposition, puis la cour a remis
l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à
l'audience du vendredi **22 février 2019** ;

Advenue l'audience de ce jour, vendredi **22**
février 2019, la cour vidant son délibéré
conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant ;



LA COUR ;

Vu les pièces du dossier de la procédure ;
Vu les conclusions, moyens et fins des parties ;
Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier du 05 mars 2018, la société NSIA BANQUE cote d'ivoire dite NSIA BANQUE-CI anciennement BIAO-CI a assigné monsieur SOW Mamadou et la COFIPA Investissement Bank dite CIB-CI devant la Cour d'Appel de ce siège pour voir infirmer l'ordonnance n°3532 rendue le 03 novembre 2017 par le juge de l'exécution du Tribunal de Première Instance d'Abidjan qui en la cause a statué comme suit :

« Déclarons recevable monsieur SOW Mamadou en son action ;

L'y disons bien fondé ;

Constatons que le titre dont se prévaut la NSIA BANQUE est frappée d'opposition ;

Prononçons la nullité de la saisie attribution de créances en date du 13 septembre 2017 ;

En ordonnons en conséquence la mainlevée ;

Condamnons la NSIA BANQUE cote d'ivoire aux dépens» ;

La société NSIA BANQUE-CI prétend que la saisie attribution de créances du 13 septembre 2017 est bonne et valable ;

Pour elle, l'opposition formée par monsieur SOW Mamadou est manifestement irrecevable car intervenue plus de quinze jours depuis la signification en l'étude des conseils de l'intimé ou à compter de la date de la première mesure d'exécution c'est-à-dire le 13 septembre 2017 ;

Elle énonce à l'appui que l'ordonnance d'injonction de payer n°7583/2003 a été signifiée à monsieur SOW Mamadou le 16 septembre 2003 en l'étude de ses avocats la SCPA AKRE & KOUYATE ;

Elle précise que ce conseil a été constitué au coté de l'intimé en vertu de la lettre du 02 septembre 2003 ;

Que quoique l'intimé nie avoir eu connaissance de ladite signification, il reconnaît néanmoins dans son exploit d'opposition du 02 octobre 2017 en avoir eu connaissance le 13 septembre 2017 ;

Que l'ordonnance d'injonction de payer n°7583/2003 ayant été signifiée le 16 décembre 2003, le

2

dernier jour utile pour faire opposition est le 29 septembre 2017 et non le 02 octobre 2017 comme l'a affirmé le premier juge ;

Qu'ainsi l'opposition formée hors délai n'a pas pu entraver l'exécution de l'ordonnance d'injonction de payer susdite ;

Les intimés n'ont pas fait valoir de moyens de défense ;

LES MOTIFS

Sur le caractère de la décision

Monsieur SOW Mamadou n'a pas été assigné à personne et n'a pas comparu ; il convient donc de statuer par défaut à son égard ;

La CIB-CI a été quant à elle, assignée en son siège social ;

Il convient de statuer contradictoirement en ce qui la concerne ;

En la forme :

Sur la recevabilité

La société NSIA BANQUE-CI a relevé appel dans les formes et délais légaux ; il ya lieu de la recevoir en son action ;

Au fond :

Sur le bien fondé de l'appel

La société NSIA BANQUE-CI reproche au premier juge d'avoir déclaré que la formule exécutoire apposée sur l'ordonnance d'injonction de payer n°7583 du 06 novembre 2003 est irrégulière et d'avoir ordonné pour cette raison, la mainlevée de la saisie attribution de créance du 13 septembre 2017 ;

Il résulte du jugement n°31 du 04 avril 2018 que le tribunal de première instance d'Abidjan statuant sur l'opposition formée par monsieur SOW Mamadou le 02 octobre 2017 contre l'ordonnance d'injonction de payer précitée a : rejeté la fin de non recevoir pour opposition tardive soulevée par la société NSIA BANQUE-CI, déclaré l'intimé bien fondé et ordonné la rétractation de l'ordonnance querellée ;

Il apparaît à la lecture du jugement susdit que le tribunal a considéré que le délai pour faire opposition n'a commencé à courir qu'à partir de la date de la

dénonciation de la saisie attribution de créance litigieuse, c'est-à-dire le 20 septembre 2017;

Vu que l'ordonnance d'injonction de payer n°7583 du 06 novembre 2003 n'a pas été signifiée à la personne de monsieur SOW Mamadou; il ya lieu de juger que le délai de quinze jours pour former opposition prescrit par l'article 10 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, n'a commencé à courir qu'à compter de la première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre indisponible en tout ou en partie les biens du débiteur c'est-à-dire à la date de la dénonciation de la saisie;

C'est par conséquent à juste titre que le premier juge a considéré que l'ordonnance d'injonction de payer n°7583 du 06 novembre 2003 bien que revêtue de la formule exécutoire, ne valait pas titre exécutoire du fait de l'opposition intervenue dans le délai légal ; Confirme des lors, l'ordonnance attaquée ;

Sur les dépens

La société NSIA BANQUE-CI succombant, il y a lieu de mettre les dépens à sa charge;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut à l'égard de monsieur SOW Mamadou, et contradictoirement à l'égard de la COFIPA Investissement Bank dite CIB-CI en matière civile et en dernier ressort ;

En la forme :

Reçoit la société NSIA BANQUE-CI en son appel;

Au fond :

L'y dit mal fondée, l'en déboute ;
Confirme l'ordonnance querellée;
Condamne l'appelante aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel d'Abidjan (Côte d'Ivoire), les jour, mois et an que dessus ;

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.

N° 00282823

D.F.: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 17 JUN 2019
REGISTRE A.J. Vol. 138 F° 153
N° 138 Bord. 138/153
REÇU: Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

